

FICHE THÉMATIQUE : REDISTRIBUTION

qui finance l'état en Suisse ?

Le système fiscal suisse est non seulement une réussite, mais il est aussi très solidaire. Ce sont les entreprises et les particuliers aux revenus élevés qui fournissent le principal effort redistributif. Les entreprises sont aussi d'importantes contributrices aux assurances sociales. La Suisse a tout à gagner à demeurer fiscalement attrayante.

- ▶ **La Suisse doit rester attrayante pour les entreprises et les particuliers mobiles aux capacités financières supérieures. Elle ne peut se permettre de faire fuir de bons contribuables, car tant l'économie que le financement des assurances sociales en souffriraient.**
- ▶ **La Suisse doit maintenir une concurrence fiscale qui a fait ses preuves et poursuivre les réformes fiscales avec rigueur.**

VISION D'ENSEMBLE DE LA REDISTRIBUTION

Les formules populistes attisent la jalousie

Les budgets publics (assurances sociales comprises) jouent un rôle important pour l'économie. En 2010, ces dépenses se sont montées à quelque 190 milliards de francs, ce qui correspond à environ 35 % du produit intérieur brut (PIB). La question de savoir qui finance ces dépenses et qui en bénéficie fait l'objet de querelles politiques incessantes. Avec son étude, economie-suisse lève le voile sur les flux effectifs de la redistribution en Suisse 22 % de toutes les prestations publiques en Suisse sont financés par les impôts et les cotisations versés par les entreprises.

Avec son étude, economie-suisse lève le voile sur les flux effectifs de la redistribution en Suisse

Il est difficile de mener une discussion objective sur la redistribution, car les données fiables relatives à son ampleur effective font défaut. Cette lacune ouvre grand la porte aux formules populistes comme « cadeaux fiscaux », « démantèlement social » ou « redistribution du bas vers le haut » et donne une image faussée de la politique fiscale et financière suisse. Au final, on attise la jalousie et le ressentiment, au détriment de la place économique suisse.

Analyse approfondie des flux de redistribution



22 %

de toutes les prestations publiques en Suisse sont financés par les impôts et les cotisations versés par les entreprises.

Pour mener une discussion un tant soit peu objective sur la solidarité et la redistribution, il convient d'analyser en détail l'ensemble des processus de redistribution étatiques et de les présenter dans leur intégralité de manière transparente. economie-suisse s'est attelée à cette tâche. Elle a fourni des chiffres ainsi qu'une vue d'ensemble, répondant ainsi à la demande des milieux politiques. Les segments de la société qui sont le plus mis à contribution fiscalement ont été identifiés, de même que ceux qui bénéficient le plus des prestations publiques. La question « Qui finance l'Etat ? » fait référence à la solidarité obligatoire. Celle-ci est la résultante de finances publiques parfois appréhendées comme un moyen de corriger partiellement l'effet redistributif des mécanismes à l'œuvre sur les marchés du capital et du travail. Les réglementations et monopoles étatiques ne sont pas pris en considération.

LES REVENUS MOYENS ET FAIBLES SONT LES PREMIERS BÉNÉFICIAIRES

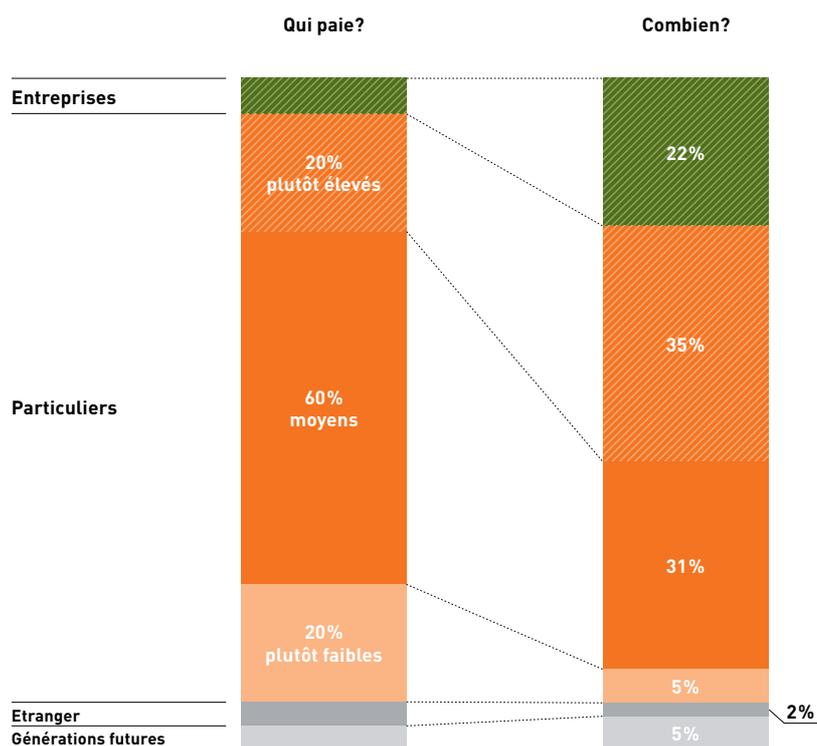
Les bas revenus, la classe moyenne et l'étranger sont les bénéficiaires nets de la redistribution.

L'étude « Qui finance l'Etat en Suisse ? » a montré que le système fiscal suisse possède une forte composante de solidarité. Les entreprises et les 20 % de particuliers aux revenus et à la fortune les plus élevés financent ensemble près de 60 % des besoins financiers de l'Etat et des assurances sociales. La contribution de la classe moyenne et celle des 20 % de la population aux revenus les plus bas se montent respectivement à 31 % et 5 %, alors que 5 % sont mis sur le compte des générations futures (par le biais de l'endettement) et 2 % proviennent de l'étranger.

SITUATION CLAIRE

La redistribution financière via les recettes et les dépenses de l'Etat fonctionne parfaitement en Suisse. Ceux qui propagent la thèse d'une redistribution « du haut vers le bas », le font au mépris des chiffres.

Financement et ventilation des prestations publiques



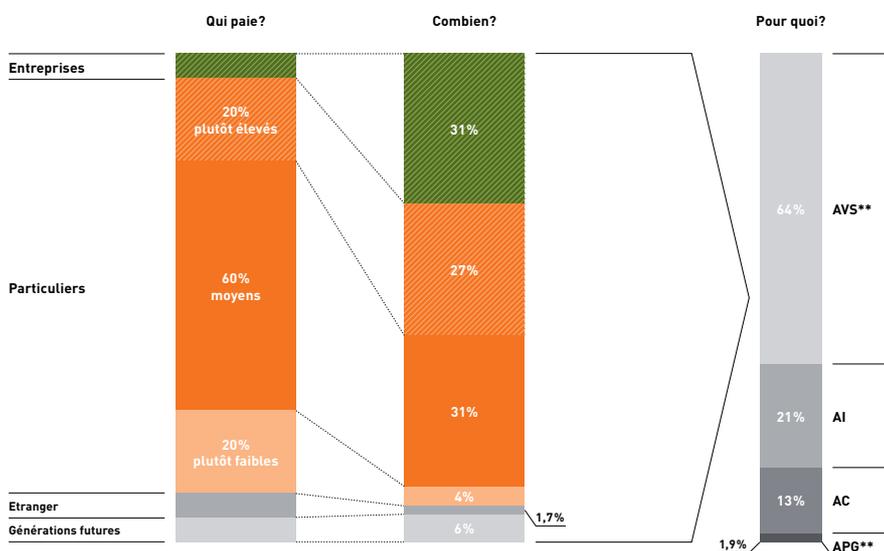
Source : economiesuisse

Au total, les entreprises financent 31 % des assurances sociales étatiques. Ce faisant, elles apportent la plus forte contribution à l'Etat social helvétique, aux côtés de la classe moyenne. La redistribution passe principalement par le canal des cotisations salariales payées par l'employeur. En tant que contribuables, elles participent aussi au financement des contributions fédérales et cantonales aux assurances sociales. À cet égard, on peut observer que les charges au titre de l'impôt sur les bénéfices sont particulièrement importantes.

LES SOCIÉTÉS ET LES CONTRI- BUABLES AISES FINANCENT L'ÉTAT

Les entreprises et la classe aisée apportent ensemble 58% de toutes les recettes des assurances sociales.

Financement des assurances sociales et utilisation des recettes



Source : economiesuisse

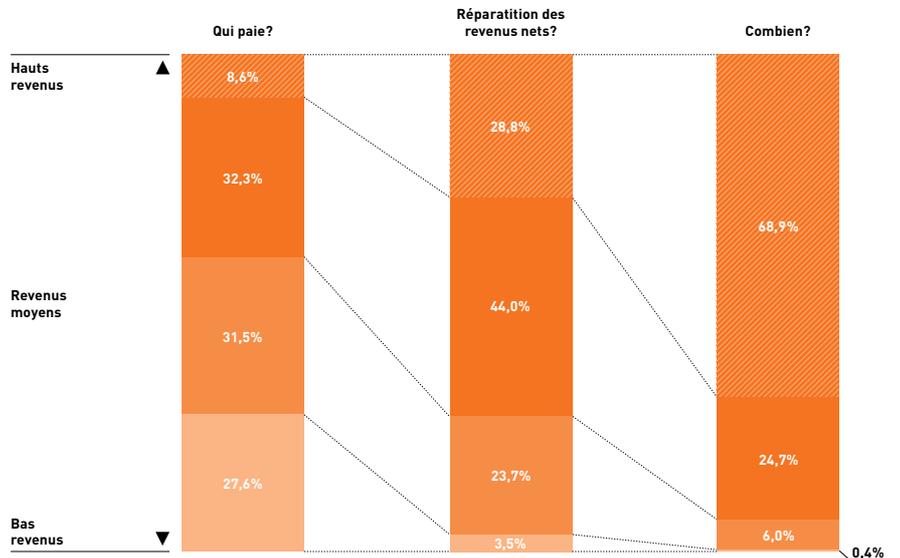
L'ampleur de la redistribution sociale via les assurances sociales apparaît nettement quand on met en regard les cotisations payées et les prestations versées. Ainsi, du côté de l'AVS, les personnes à bas revenus reçoivent huit fois plus qu'elles n'ont versé, quatre fois plus que les revenus élevés et deux fois plus que la classe moyenne. Quant à cette dernière, elle touche 50 % de plus qu'elle n'a cotisé et deux fois plus que les revenus les plus élevés. Par contre, les particuliers aux revenus les plus élevés ne touchent qu'un tiers de leur contribution au financement de l'AVS. Les proportions sont similaires pour l'AC et, dans une moindre mesure, pour l'AI.

Pour tous les impôts et toutes les taxes examinés, la charge s'alourdit, en chiffres absolus ou en pourcentage, au fur et à mesure que le revenu et la fortune augmentent. En ce qui concerne l'impôt fédéral direct, qui est très progressif, les 9 % des contribuables aux revenus les plus élevés représentent quelque 29 % des revenus bruts totaux et génèrent 69 % du produit de cet impôt. Les bas revenus, quant à eux, ne paient pas l'impôt fédéral direct.

GRANDE SOLIDARITE

En ce qui concerne l'impôt fédéral direct, 9 % des contribuables sont à l'origine de près de 70 % des recettes. Presqu'un tiers des personnes physiques ne paie pas d'impôt fédéral.

Financement de l'impôt fédéral direct par les personnes physiques



Source : economiesuisse

STOP A L'IDEOLOGIE, OUI AUX CHIFFRES

Ne pas affaiblir l'attrait de la Suisse

Si les bons contribuables devaient quitter la Suisse, c'est surtout la classe moyenne qui en ferait les frais. Elle devrait mettre la main à la poche pour financer les dépenses de l'Etat.

Le débat politique cimente trop souvent certains mythes en matière de politique financière, comme ceux de « cadeaux fiscaux », de « redistribution du bas vers le haut » ou de « concurrence fiscale ruineuse ». De telles affirmations donnent une tournure purement idéologique aux discussions de politique financière et fiscale et visent à en tirer de fausses conclusions.

Si les bons contribuables devaient quitter la Suisse, c'est surtout la classe moyenne qui en ferait les frais. Elle devrait mettre la main à la poche pour financer les dépenses de l'Etat.

Le rendement du système fiscal dépend en grande partie d'une minorité de contribuables, dont la mobilité est en général supérieure à la moyenne de la population. Il convient donc d'en tenir compte plus particulièrement dans les décisions de politique fiscale. Pour garantir le financement de l'Etat et de ses tâches, il vaut mieux se garder de solutions qui seraient dommageables. Si de bons contribuables devaient quitter notre pays en raison d'une politique fiscale agressive, les finances publiques subiraient immédiatement des pertes considérables. Ces pertes devraient alors être compensées soit par des hausses d'impôts pour les contribuables restants, soit par une diminution des prestations, laquelle concernerait en premier lieu les particuliers aux revenus les moins élevés. Dans la mesure où l'on souhaiterait malgré tout maintenir ces prestations, la classe moyenne devrait tôt ou tard en subir les conséquences et s'acquitter d'impôts bien plus lourds. Le départ de bons contribuables ne menacerait pas seulement le financement de l'Etat social. Toute l'économie y perdrait, car la diminution de l'attrait de la place économique suisse ne resterait pas sans conséquence sur le marché du travail.

UN SYSTEME FISCAL ATTRAYANT POUR TOUS

Une politique financière prévoyante et la concurrence fiscale sont deux atouts de la Suisse qu'il faut constamment améliorer



ATTRAYANT POUR TOUS

Si le système fiscal helvétique devient plus compétitif en comparaison internationale, cela bénéficie directement à toutes les couches de la société.

Préserver durablement un système fiscal efficace

Le système fiscal helvétique possède une forte composante de solidarité et ce n'est pas passager. Cette solidarité est une des caractéristiques de la concurrence fiscale suisse qui a vu le jour au fil du temps. Les recettes de l'Etat – et en particulier celles au titre des impôts directs – augmentent continuellement depuis des décennies. Par rapport à la croissance économique, elles ont enregistré une progression nettement plus rapide que la moyenne depuis les années 1970. La concurrence fiscale n'a pas abouti à une « désolidarisation » : la situation financière de l'Etat est restée constante au fil des ans. La contribution des 10 % de personnes physiques aux revenus les plus élevés a même augmenté.

Les atouts du système fiscal actuel doivent être maintenus et améliorés avec rigueur, car ce système est l'un des fondements de la prospérité de la Suisse et il est indispensable pour financer la solidarité. Les efforts consentis pour rendre les finances publiques durables ont porté leurs fruits et n'ont pas entraîné de réduction des prestations de l'Etat. Des réformes fiscales permettant à la Suisse et aux cantons de consolider leur position en matière de concurrence fiscale internationale ou de rester à la pointe apporteront des bénéfices directs à l'ensemble de la population.

Il faut convenir à cet égard d'éviter de mettre en jeu des facteurs à l'efficacité démontrée, comme la concurrence fiscale intercantonale. Le système actuel permet de garantir les ressources nécessaires au financement de l'Etat social, dont bénéficient principalement les revenus modestes. Il permet également à la classe moyenne d'être déchargée d'importantes tâches qui lui incomberaient dans le cas contraire. Au final, la prospérité de notre pays est bâtie sur l'activité d'entreprises innovantes et d'entrepreneurs dynamiques, raison pour laquelle il est primordial de maintenir de bonnes conditions-cadre. La place économique ne doit pas perdre de son attrait, la Suisse ne peut pas se le permettre.

INFORMATIONS

Dossiers et liens

- ≥ [Qui finance l'État ?](#)
- ≥ www.economiesuisse.ch
- ≥ www.dff.admin.ch



Votre personne de contact chez economiesuisse :

Vincent Simon
Responsable de projets Finances et fiscalité
vincent.simon@economiesuisse.ch